

CISCAR, Centrale d'Achats des Réseaux Automobiles

N° Contrat: L00397

Dácianation

77-81 ter rue Marcel Dassault 92100 Boulogne-Billancourt

FACTURE n°: L00010470 du: 01/06/18

## LITTORAL AUTOMOBILES DISTRIBUTION

32 AVENUE DES DEPORTES ET FUSILLES

Prix Unit.

Montant Net Code

17300 ROCHEFORT

**FRANCE** 

Affaire n°: L00397

Acheteur:

Compte client : C00212 payeur : C00212

Période du 01/06/18 au 30/06/18

Référence		Désignation	Qté	Net	H.T.	TVA	
LOC.CISCAR.36TACIT	1	ION DE MATERIEL CISCAR SERIE:9213267	1.00	99.00	99.00 €	C	
CONDITIONS DE REGLEMENT 09_PRELEVEMENT		Base HT € Code Taux Montant TVA €	ТО	TOTAL HT €		99.00 €	
Le 01/0	6/18	99.00 € C220 20% 19.80 €	тот	AL TVA €	19.80	€	
Montant 118.80 €				AL TTC € Acompte	<b>118.80</b> 0.00		
Montant 118.	8U €	TVA ACQUITTEE SUR LES DEBITS  Une indemnité de 40 € sera due en cas de retard de paiemel en application des articles L441-6 et D441-5 du Code du con	nt <b>RESTE A</b> nmerce	A PAYER €	118.80	€	

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (extrait): Aucun retour de fournitures pour quelque raison que ce soit ne doit être fait sans accord préalable de CISCAR à laquelle doit être adressé un courrier d'accompagnement avec photocopie du bon d'expédition. De convention expresse, pour toute contestation, litige ou difficulté seul le Tribunal deParis est compétent.
Sauf conditions particulières nos factures sont payables à 30 jours sans escompte en cas de règlement anticipé. Dans tous les cas, la date de règlement mentionnée sur la facture constitue la limite au de laquelle des pénalités de retard seront appliquées (Loi 92.1442 du 31.12.1992).

Les sommes dues porteriort intérêt de plein droit, après mise en demeure (sans que le taux puisse être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal) et sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la dette CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (Loi n° 12/05/1980) - CISCAR se réserve la propriété des EQUIPEMENTS ou MATERIELS vendus et livrés jusqu'à l'encaissement effectif des titres de paiement couvrant l'intégralité de leur règlement. En cas de non paiement total ou partiel pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, CISCAR a la faculté, sans formalité de reprendre matériellement possession de ces EQUIPEMENTS ou MATERIELS aux frais, risques et périls de l'acquéreur.